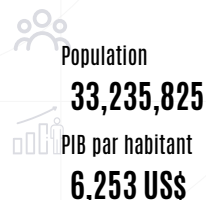
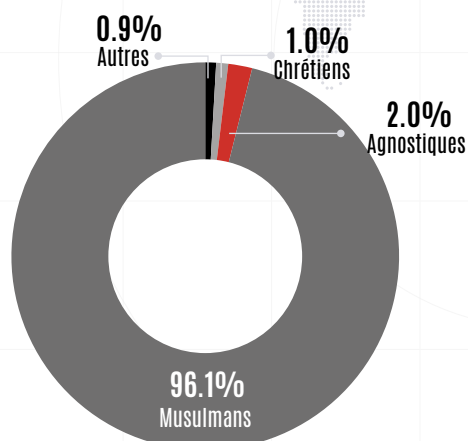


OUZBÉKISTAN

RELIGION



LE CADRE JURIDIQUE DE LA LIBERTÉ RELIGIEUSE ET SON APPLICATION EFFECTIVE

Bien que la Constitution de l'Ouzbékistan¹ protège la liberté religieuse (article 31) et prévoit la non-ingérence de l'État dans les affaires des communautés religieuses (article 61), divers règlements limitent son exercice effectif.

Les principales restrictions ont été introduites en 1998 par la loi sur la liberté de conscience et les organisations religieuses.² Cette dernière criminalise toutes les activités religieuses non enregistrées, interdit les activités missionnaires et le prosélytisme, et donne aux autorités le pouvoir d'approuver le contenu, la production, la distribution et le stockage des publications religieuses. La loi n'autorise l'instruction religieuse que dans les écoles approuvées par le gouvernement. Toute instruction religieuse dans des maisons privées est interdite.³ Les groupes religieux ne sont pas autorisés à exercer leurs activités à l'extérieur des zones où ils sont enregistrés, et ils doivent demander l'approbation du gouvernement pour toutes les activités religieuses qui ne font pas partie du culte formel.⁴

Le 15 septembre 2020, un projet de loi a été présenté au Parlement ouzbek (Assemblée suprême).⁵ Il était destiné à aligner le pays sur les normes internationales, mais il a

déçu divers groupes religieux car il conserve bon nombre des caractéristiques répressives de la loi actuelle. En fait, il comprend la censure du matériel religieux et exige toujours que les groupes religieux s'inscrivent (mais le nombre minimum de croyants requis pour créer une entité religieuse est passé de 100 à 50).⁶

Le projet de loi interdit toujours les activités missionnaires. Il exige des groupes religieux qu'ils informent les autorités de tout événement qu'ils prévoient d'organiser à l'extérieur de leurs locaux habituels, en indiquant des raisons, une adresse, une date, les financements, les participants attendus, y compris étrangers, ainsi que le matériel qui sera utilisé. Le projet de loi interdit l'instruction religieuse privée, mais permet aux parents d'enseigner à leurs enfants les rudiments de l'éthique et de la religion.⁷

Pour évoquer un point plus positif, le projet de loi supprime l'interdiction de porter des vêtements religieux en public et donne aux tribunaux plutôt qu'à l'administration la compétence pour fermer une organisation religieuse.⁸

Le 30 juillet 2018, la loi de « lutte contre l'extrémisme » a été approuvée.⁹ De nombreuses organisations internationales l'ont critiquée parce qu'elle est trop large et vague et qu'elle ne fait pas de distinction entre les croyances

religieuses non violentes et les idéologies qui incitent à la violence. La nouvelle législation pourrait être utilisée pour limiter indûment la liberté de religion, d'expression et d'association.¹⁰

Un point plus positif est le fait que la porte-parole du Ministère de l'Intérieur, Nulifar Turakhonova, a déclaré qu'une fois les restrictions liées au coronavirus levées, les mineurs seront également autorisés à prier dans les mosquées « en compagnie de leur père, de leurs frères et d'autres proches parents ».¹¹ Cela met fin à une interdiction introduite sous l'ère Karimov.

INCIDENTS ET DÉVELOPPEMENTS

De nombreuses mesures ont été prises au cours des deux dernières années en vue d'une plus grande protection de la liberté religieuse. Des milliers de personnes ont été retirées des « listes noires » d'extrémistes religieux, et certains prisonniers religieux ont été libérés ou leurs peines réduites. Les descentes de police dans les communautés religieuses ont progressivement diminué, pour presque disparaître.¹²

L'Église catholique a finalement pu organiser un camp d'été pour les jeunes catholiques dans la vallée de Fergana.¹³ Actuellement, la petite communauté catholique ouzbèke compte environ 3.000 membres et tente d'enregistrer une sixième paroisse à Angren. Pendant le confinement national causé par l'épidémie de coronavirus, l'Église catholique a réussi à effectuer son apostolat en utilisant les réseaux sociaux pour rester en contact avec ses fidèles par la diffusion en ligne de messes, de prières et de cours sur la Bible.¹⁴

Une autre évolution extrêmement positive en termes de liberté religieuse est l'enregistrement de huit Églises chrétiennes en 2018 et 2019, huit ans après le dernier enregistrement.¹⁵ Pourtant, malgré les améliorations, certains groupes continuent de se plaindre que la procédure d'enregistrement reste un parcours d'obstacle. Parmi eux, les Témoins de Jéhovah, qui n'ont qu'une seule assemblée de fidèles reconnue, à Chirchik. En septembre 2018, ils ont tenté de faire enregistrer sept autres communautés¹⁶, mais leurs demandes ont été rejetées par les autorités locales (comités mahalla), dont l'approbation est requise. Différents motifs ont été invoqués, de la désapprobation générale du groupe religieux à d'éventuels conflits et divisions au sein de la communauté.¹⁷

Par rapport aux années précédentes, le nombre de descentes de police dans les locaux des groupes religieux a diminué. Il a considérablement baissé en 2018, pour atteindre pratiquement zéro en 2019.¹⁸ C'est probablement la conséquence d'une directive publiée en décembre 2018 par le président Shavkat Mirziyoyev interdisant aux services secrets et aux forces de l'ordre de mener des raids contre les communautés religieuses.¹⁹

En septembre 2018, la police a fait une descente dans les locaux d'un groupe de 40 protestants qui se rencontraient dans la région de Tachkent. Certains participants ont été condamnés à de lourdes amendes, dans un cas jusqu'à 20 fois le salaire minimum mensuel, tandis que quatre Sud-Coréens ont été expulsés. Une femme et une fillette de cinq ans ont dû se faire soigner à l'hôpital en raison de la pression psychologique exercée sur les fidèles pendant l'interrogatoire, qui a duré plus de 12 heures.²⁰

Pour la première fois, des soldats ont participé à un raid, en novembre 2018, contre une communauté baptiste lors du culte dominical, dans le quartier Yashnobod de la capitale Tachkent. Quatorze fidèles ont été conduits de force au poste de police local, enregistrés et interrogés pendant plus de neuf heures.²¹

En novembre 2018, huit protestants ont été soumis à de très longs interrogatoires après avoir été arrêtés lors d'une descente de police dans un appartement où ils s'étaient rassemblés pour lire la Bible. Bien que dûment approuvée et achetée à la Société biblique d'Ouzbékistan, la littérature religieuse a été confisquée, ainsi qu'un ordinateur portable et un ordinateur personnel.²²

Le même mois, après une descente dans une maison à Ourgouentch, les protestants qui s'y étaient rassemblés ont subi d'intenses pressions. L'une des personnes présentes, Lolakhon Umarova, a été invitée à accuser publiquement l'hôte et le pasteur d'avoir organisé des « réunions religieuses non autorisées ».²³ Comme elle refusait, elle a été menacée de poursuites. La police a également fait pression sur le pasteur Ahmadjon Nazarov qui, cardiaque, a donc dû être hospitalisé. Ce n'était pas la première fois que la police centrait son attention sur lui.²⁴

En août 2018, le Tribunal de Tchoust, ville de la province de Namangan, a condamné le pasteur Alisher et son assistant Abror à 10 jours de détention administrative, alors qu'ils avaient été surpris chez lui en train de boire du thé avec d'autres confrères. Six femmes qui étaient également présentes ont, elles aussi, été déclarées coupables

« d'activité religieuse illégale » et condamnées à une amende de 120 dollars américains chacune, une somme qui représente plus de cinq fois le salaire mensuel minimum.²⁵

L'Ouzbékistan censure toute la littérature religieuse imprimée et électronique, et la simple possession ou utilisation de matériel religieux en dehors des édifices religieux enregistrés est considérée comme une violation du Code administratif.²⁶ Le 25 décembre 2019, la Commission des affaires religieuses a mis à jour sa liste de textes islamiques interdits. Elle rassemble plus de 200 livres, dont des textes de musulmans ahmadis et de Said Nursi, théologien turc décédé.²⁷

Les baptistes se sont plaints que certains de leurs documents religieux avaient été saisis en juillet et novembre 2019. En juillet, les autorités aéroportuaires ont trouvé le baptiste allemand Viktor Klassen en possession de 44 exemplaires d'un livre intitulé « Apprendre la Bible » en ouzbek. Après avoir été interrogé pendant plusieurs heures, il a été condamné à une amende de 400 dollars américains parce que les livres ont été considérés comme étant destinés au travail missionnaire.²⁸

Bien que le gouvernement ait adopté une approche plus souple de la liberté religieuse, les pressions sociales contre la conversion de l'islam à une autre religion demeurent fortes. Ainsi, le 9 février 2019, un homme a tué sa femme parce qu'elle s'était convertie au christianisme. Quand il l'a vue à l'aéroport de Tachkent en train de fuir le pays, il lui a tranché la gorge.²⁹

Les autorités, comme ailleurs en Asie centrale, ont lutté pour trouver le juste équilibre dans leurs relations avec l'islam, entre la nécessité de contrôler le risque potentiel du radicalisme et leur propre laïcité de longue date.

Le Conseil musulman de l'Ouzbékistan (mouftiat) veille à ce que les différentes communautés islamiques du pays expriment une religiosité « appropriée ».³⁰

L'islam sunnite hanafite est un élément clé de la construction de la nation. Le président Mirziyoyev a cherché à promouvoir le renouveau et la connaissance de l'islam³¹, en encourageant les concours de récitation coranique, en permettant à l'adhan, appel à la prière, d'être à nouveau entendu après dix ans de silence, et en élargissant l'offre de cours coraniques.³²

Pourtant, la rhétorique anti-religieuse s'est intensifiée en

2019, visant notamment les pratiques islamiques qui promeuvent une interprétation plus conservatrice de l'islam, jugée non conforme aux traditions nationales.³³ En août 2018, le premier ministre Abdulla Aripov a signé un décret pour imposer un code vestimentaire laïc, interdisant explicitement les vêtements ou symboles religieux dans les écoles, dont les hijabs, les yarmulkes et les croix.³⁴

En septembre 2018, un nombre inconnu d'étudiantes ont été expulsées de l'Académie islamique internationale de Tachkent pour avoir refusé d'enlever leur hijab. Certaines d'entre elles ont tenté sans succès d'obtenir en justice l'annulation de la décision.³⁵ En avril 2019, le gouvernement a accordé aux étudiantes le droit de porter un foulard dans le style traditionnel ouzbek, connu sous le nom d'ikat.³⁶ À la suite de cette controverse, plusieurs blogueurs, qui critiquaient le gouvernement pour sa politique religieuse, ont été arrêtés en août et septembre 2018. Beaucoup ont par la suite été condamnés à une amende et à 15 jours de prison.³⁷

En septembre 2018, le Conseil musulman d'Ouzbékistan a renvoyé l'imam de la mosquée Omina de Tachkent, Fazliddin Parpiev, car dans une vidéo, il avait demandé au président Mirziyoyev de poursuivre ses réformes et de lever l'interdiction faite aux femmes de porter le hijab et celle faite aux hommes de porter la barbe.³⁸ Fin 2018, Fazliddin Parpiev et sa famille ont quitté l'Ouzbékistan par crainte de représailles.³⁹

En août 2019, la police a arrêté une vingtaine d'hommes sur un marché de Tachkent, les forçant à se raser la barbe pour qu'ils ressemblent à la photo de leur passeport biométrique, ceci pour de prétendues « préoccupations de sécurité ». Un incident similaire s'est produit à Namangan le mois suivant.⁴⁰

En septembre 2019, de hauts responsables du gouvernement ont convoqué des imams de tout le pays à Tachkent pour une réunion au cours de laquelle ils ont reçu l'ordre de ne discuter que de questions morales générales lors de la prière du vendredi, évitant ainsi les questions ouvertement religieuses.⁴¹ Discuter de questions sur l'islam, surtout en dehors des lieux autorisés, a causé des problèmes à certains croyants, accusés de prosélytisme, voire d'extrémisme.

À la mi-août 2020, un tribunal de Tachkent a condamné huit musulmans qui avaient discuté de leur foi sur les réseaux sociaux à des peines allant jusqu'à 11 ans et demi

d'emprisonnement, pour avoir téléchargé des sermons extrémistes et commis d'autres infractions terroristes. Dans une précédente affaire, le 13 mars 2020, le même tribunal avait condamné quatre jeunes hommes, qui tentaient d'en savoir plus sur l'islam, à des peines allant jusqu'à six ans de prison.⁴²

L'Ouzbékistan surveille de près les musulmans qui veulent se rendre à la Mecque. Pour se rendre dans la ville sainte, les pèlerins doivent satisfaire à un certain nombre d'exigences personnelles, financières et religieuses. La complexité du processus et l'incertitude quant à son issue incitent de nombreux pèlerins à recourir à des pots-de-vin pour faciliter leurs demandes.⁴³

PERSPECTIVES POUR LA LIBERTÉ RELIGIEUSE

Sous la direction du président Shavkat Mirziyoyev, qui a pris la relève d'Islam Karimov en 2016, l'Ouzbékistan a élaboré un plan global de réformes visant à moderniser les institutions publiques et les politiques gouvernementales, en accordant la priorité à la libéralisation économique et à la fin de l'isolationnisme régional.

En décembre 2018, le Département d'État américain a annoncé sa décision de sortir l'Ouzbékistan de sa liste des pays particulièrement préoccupants, à laquelle il avait été ajouté en 2006, pour le transférer dans sa Liste de surveillance spéciale.⁴⁴ The Economist a choisi l'Ouzbékistan comme « pays de l'année »⁴⁵ pour 2019, car « aucun autre pays n'est allé aussi loin » en termes de réformes.⁴⁶

L'année dernière, il y a également eu en Ouzbékistan de véritables actions pour étendre la liberté religieuse, en particulier des mesures telles que la décision prise en 2018 par le président Mirziyoyev d'interdire aux services secrets et aux forces de l'ordre de faire des descentes dans les assemblées religieuses.⁴⁷ Bien que le gouvernement ouzbek soit encore très autoritaire et qu'il n'ait pas encore pris de mesures significatives pour permettre le développement d'une société civile libre, il y a des signes importants d'espoir qu'il reconnaisse de plus en plus la valeur d'une approche plus tolérante de la religion, ne serait-ce que pour persuader l'opinion publique internationale (et les investisseurs étrangers) que l'Ouzbékistan est en profonde mutation.

NOTES DE FIN DE TEXTE / SOURCES

- 1 Uzbekistan 1992 (rev. 2011), Constitute Project, https://www.constituteproject.org/constitution/Uzbekistan_2011?lang=en
- 2 “Uzbekistan,” 2017 Annual Report, United States Commission on International Religious Freedom (USCIRF), <http://www.uscifr.gov/sites/default/files/Uzbekistan.2017.pdf>
- 3 Office of International Religious Freedom, “Uzbekistan,” 2018 Report on International Religious Freedom, U.S. Department of State, <https://www.state.gov/reports/2018-report-on-international-religious-freedom/uzbekistan/>
- 4 Ibid.
- 5 Felix Corley, “Uzbekistan : ‘No real public discussions’ of draft Religion Law,” Forum 18, 30 septembre 2020, http://www.forum18.org/archive.php?article_id=2604
- 6 Ibid and Mushfig Bayram, Uzbekistan : Restrictions remain in draft new Religion Law, Forum 18, 24 août 2020, http://www.forum18.org/archive.php?article_id=2596
- 7 Ibid.
- 8 “Uzbekistan Joint Opinion on the Draft Law ‘On Freedom of Conscience and Religious Organizations’,” Venice Commission Opinion No. 998/2020, European Commission for Democracy Through Law (Venice Commission) and OSCE Office for Democratic Institutions and Human Rights (OSCE/ODIHR), Strasbourg-Warsaw, 12 octobre 2020, Legislation online, https://www.legislationline.org/download/id/8812/file/387_FORB_UZ-B_12Oct2020_en.pdf
- 9 Office of International Religious Freedom (2018), op. cit.
- 10 United Nations, International Covenant on Civil and Political Rights, Human Rights Committee Concluding observations on the fifth periodic report of Uzbekistan, 1er mai 2020, <https://www.ecoi.net/en/file/local/2027965/G2010846.pdf>
- 11 Felix Corley, “Uzbekistan : Synagogue demolition threat now removed?,” Forum 18, 7 août 2020, http://www.forum18.org/archive.php?article_id=2589
- 12 Keely Bakken, “Assessing religious freedom in Uzbekistan, United States Commission for International Religious Freedom (USCIRF), <https://www.uscifr.gov/sites/default/files/2020%20Uzbekistan%20Country%20Update.pdf>
- 13 Office of International Religious Freedom, “Uzbekistan,” 2019 Report on International Religious Freedom, U.S. Department of State, <https://www.state.gov/reports/2019-report-on-international-religious-freedom/uzbekistan/>
- 14 « Réouverture de l’église de Tachkent après cinq mois de fermeture due au Covid-19 et contaminations au sein de la communauté franciscaine locale », Agenzia Fides, 26 août 2020, http://www.fides.org/fr/news/68521-ASIE_OUZBEKISTAN_Reouverture_de_l_eglise_de_Tachkent_apres_cinq_mois_de_fermeture_due_au_Covid_19_et_contaminations_au_sein_de_la_communaute_franciscaine_locale
- 15 Office of International Religious Freedom “Uzbekistan,” 2019 Report on International Religious Freedom, U.S. Department of State, <https://www.state.gov/reports/2019-report-on-international-religious-freedom/uzbekistan>
- 16 Felix Corley, “Uzbekistan : Synagogue demolition threat now removed?,” op. cit.
- 17 “Uzbekistan,” 2019 Annual Report, United States Commission for International Religious Freedom (USCIRF), https://www.uscifr.gov/sites/default/files/Tier1_UZBEKISTAN_2019.pdf
- 18 Office of International Religious Freedom (2019), op. cit.
- 19 Keely Bakken, Assessing Religious Freedom in Uzbekistan, op. cit.
- 20 Mushfig Bayram, “Uzbekistan : Raids, large fines, torturers and thieves unpunished,” Forum 18, 23 novembre 2018 http://www.forum18.org/archive.php?article_id=2431
- 21 Ibid, “Uzbekistan : Military raids Baptists, Church ordered closed,” Forum 18, 29 novembre 2018, http://www.forum18.org/archive.php?article_id=2433
- 22 Ibid, “Uzbekistan : Raids, large fines, torturers and thieves unpunished, op. cit.
- 23 Ibid, “Uzbekistan : ‘Illegal Christian Wahhabi activity,’” Forum 18, 5 décembre 2018, http://www.forum18.org/archive.php?article_id=2434
- 24 Ibid, “Uzbekistan : ‘Illegal Christian Wahhabi activity,’” Forum 18, 5 décembre 2018, http://www.forum18.org/archive.php?article_id=2434
- 25 Office of International Religious Freedom (2018), op. cit.
- 26 Mushfig Bayram, UZBEKISTAN: Despite coronavirus lockdown officials continue literature raids, Forum 18, 17 avril 2020, http://www.forum18.org/archive.php?article_id=2564
- 27 Ibid.
- 28 Ibid.
- 29 “Woman killed for her faith,” The Voice of the Martyrs Canada, 21 février 2019, <https://www.vomcanada.com/uz-2019-02-21.htm>
- 30 Office of International Religious Freedom (2018), op. cit.
- 31 BTI 2020 Country Report Uzbekistan, https://www.bti-project.org/content/en/downloads/reports/country_report_2020_UZB.pdf
- 32 “Uzbekistan hopes Islamic Education is the antidote to extremism,” Eurasianet, 4 mars 2019, <https://eurasianet.org/uzbekistan-hopes-islamic-education-is-the-antidote-to-extremism>
- 33 Donohon Abdugafurova, “The Nuances of Hijab at the Crossroads of Religiosity and Secularism in Uzbekistan, New Voices from Uzbekistan 2019,” Central Asia Program, <https://centralasiaprogram.org/wp-content/uploads/2019/08/NVFU-ebook.pdf>
- 34 Mushfig Bayram, UZBEKISTAN: Supreme Court challenge to student hijab ban, Forum 18, 29 avril 2019, <http://www.forum18.org/archive>

php?article_id=2472

35 Keely Bakken, op. cit.

36 Office of International Religious Freedom (2018), op. cit.

37 USCIRF (2019), op. cit.

38 Farangis Najibullah, "Uzbek Imam Fired After 'Deviating from The Script' September," Radio Free Europe/Radio Liberty, 10 septembre 2018, <https://www.rferl.org/a/uzbek-imam-parpiev-fired-deviating-from-the-script-/29482370.html>

39 USCIRF (2019), op. cit.

40 "Uzbekistan," 2020 Annual Report, United States Commission for International Religious Freedom (USCIRF), <https://www.uscirf.gov/sites/default/files/Uzbekistan.pdf>

41 Keely Bakken, op. cit.

42 Mushfig Bayram, "UZBEKISTAN: Jail, restricted freedom sentences, for discussing faith," Forum 18, 8 septembre 2020 http://www.forum18.org/archive.php?article_id=2599

43 "Pilgrims to Mecca under state control and at risk of corruption," AsiaNews, 9 novembre 2019, <http://www.asianews.it/news-en/Pilgrims-to-Mecca-under-state-control-and-at-risk-of-corruption-48500.html>

44 Ibid.

45 "Which nation improved the most in 2019?" The Economist, 21 décembre 2019, <https://www.economist.com/leaders/2019/12/21/which-nation-improved-the-most-in-2019>

46 Hugh Williamson, "Uzbekistan must now live up to 'Country of the Year' honor," Human Right Watch, 20 décembre 2019, <https://www.hrw.org/news/2019/12/20/uzbekistan-must-now-live-country-year-honor>

47 Keely Bakken, Assessing Religious Freedom in Uzbekistan, op. cit.